

# L'ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



Droits fondamentaux, Sécurité, Médias,

## *FILS DE GORGONE*

La société civile organisée et les associations de journalistes [demandent instamment au Conseil de l'Union européenne de reconsidérer sa position sur l'Acte européen pour la liberté des médias](#) (AEM) et de donner la priorité à la protection des journalistes et de leurs droits fondamentaux.

- Alors que le European Media Freedom Act ([EMFA](#)) vise à protéger les journalistes et les fournisseurs de services de médias de la surveillance de l'État par le biais de logiciels espions, les récents changements apportés par le Conseil soulèvent des inquiétudes quant à son efficacité.
  - Selon l'[EDRI](#), une ONG européenne de défense des libertés publiques, le texte de compromis proposé par les États membres présente des risques pour la liberté de la presse, la liberté d'expression et la protection générale des journalistes au sein de l'Union européenne.
  - L'un des problèmes notables est [la pression exercée par les autorités françaises](#) pour introduire une large [exception de « sécurité nationale »](#), ce qui affaiblirait les protections de l'EMFA et préserverait le contrôle des États membres dans ce domaine.
    - En outre, des pressions sont exercées pour que [le terme « logiciel espion » soit supprimé](#) du règlement et que les outils intrusifs soient traités de la même manière que les autres moyens d'investigation.
  - Ces développements indiquent une tendance dangereuse à légitimer la surveillance des journalistes et de leurs sources, et réduisent le potentiel de l'EMFA à traiter les scandales liés aux logiciels espions dans l'UE, comme [le logiciel Pegasus](#).
- Le Parlement européen a constitué d'ailleurs une commission d'enquête sur ce scandale de libertés publiques, dont [les conclusions ont été présentées](#) début juin 2023.
  - Les eurodéputés et les ONG de défense des libertés considèrent qu'une protection efficace des journalistes et de leurs droits, passe par la suppression de l'exception relative à la « sécurité nationale » et l'illégalité des logiciels espions.
  - En outre, selon le courrier de l'EDRI, le Conseil devrait également inclure des garanties juridiques solides pour préserver le journalisme libre et indépendant.
    - Elle cite en particulier l'autorisation préalable d'une autorité judiciaire indépendante et la proportionnalité des mesures répressives.
  - Analysé par [Contexte](#), le texte de compromis de la commission du marché intérieur du Parlement comprend également des dispositions visant à renforcer l'indépendance du groupe Arcom, à justifier les mesures restrictives à l'encontre des médias et à partager les données de mesure d'audience avec les services de médias et les détenteurs de droits.
- Contre la position du Conseil et des autorités françaises en particulier, le commissaire français au marché intérieur, Thierry Breton, a [exprimé son opposition à la récente proposition du gouvernement français concernant la surveillance des journalistes](#).
  - S'exprimant sur France Inter le 26 juin, il a exprimé son désaccord avec le mandat des États européens sur le règlement relatif à la liberté des médias, qui autorise la surveillance des journalistes au nom de la sécurité nationale.
    - Il a insisté sur la nécessité de revenir au texte initial, qui n'autorise la surveillance que dans des cas très exceptionnels tels que la pédophilie, les soupçons de meurtre, de viol ou de terrorisme.
    - Il s'appuie d'ailleurs sur la position du parlement européen.

## Crise migratoire, Droits fondamentaux,

### *GOMORRA*

Derrière les tragédies des naufrages en méditerranée, c'est toute la politique d'asile de l'UE qui est en cause, explique la [récente analyse de Agenda Publica](#) et met en lumière le besoin urgent d'une réforme profonde. En mettant l'accent sur la lutte contre l'immigration irrégulière, [sous forme d'accords bilatéraux stricts](#), l'UE néglige souvent les principes de protection internationale énoncés dans la Convention de Genève et la Charte des droits fondamentaux.

- Cette approche porte atteinte aux droits des demandeurs d'asile qui ne sont pas en mesure de suivre les procédures de visa conventionnelles en raison de leur besoin urgent de sécurité.
  - Deux cas spécifiques illustrent la nature problématique de la politique d'asile de l'UE.
    - Tout d'abord, [l'accord de partenariat entre l'UE et la Tunisie](#) donne la priorité au contrôle des frontières et à la lutte contre l'immigration irrégulière.
    - Elle compromet potentiellement les droits fondamentaux dans le processus.
    - Cette externalisation du contrôle des frontières a été observée dans plusieurs pays, transférant la responsabilité de la protection des demandeurs d'asile aux régions voisines, [voire à des pays tiers](#).
  - Deuxièmement, la prohibition engendre un juteux business pour les mafias de passeurs rehaussant les coûts et surtout les dangers auxquels sont confrontés les individus qui tentent d'atteindre les côtes de l'UE.
    - Ce lien est [régulièrement mis en avant](#) par les spécialistes des migrations, comme François Gemenne, expert au GIEC.
- La publication analyse également de manière critique le pacte sur les migrations et l'asile récemment approuvé et proposé par la Commission européenne. Bien qu'il représente un progrès après des années de négociations, des inquiétudes se font jour quant à la normalisation des hotspots en tant que centres d'accueil et à la promotion de l'externalisation par le biais des retours et des refoulements.
  - L'introduction de la marchandisation du droit d'asile, qui permet aux États membres d'interrompre l'accueil moyennant un paiement financier, soulève des questions éthiques et humanitaires.
    - Hongrie et Pologne [s'opposent d'ailleurs à la réforme sur le droit d'asile](#), rompant les rangs avec l'Italie de Giorgia Meloni.
    - Ce [gouvernement pousse](#) pour l'adoption de solutions européennes et solidaires pour soulager les pays en première ligne dans la Méditerranée.
  - L'euro-scepticisme est donc à la carte. Les positions de certains États membres relèvent d'ailleurs parfois de la schizophrénie,
    - En témoignent [les chiffres importants](#) de l'immigration de travail en Pologne, qui viennent contredire la rhétorique xénophobe, voire raciste, du parti au pouvoir.

## Droits sociaux,

### *MOI, CHRISTIANE F*

Dans une analyse récente, le Green European Journal se penche sur une des plus tenaces fractures des familles politiques progressistes : [les travailleurs du sexe](#) et la réglementation du commerce du sexe en Europe.

- Alors que la commission des droits de la femme du Parlement européen s'apprête à voter un rapport sur la question, l'article revient sur [les avis contraires entre les partis politiques](#) et les États membres, sans consensus clair.
  - La question est de savoir s'il faut adopter les modèles nordique abolitionniste ou néo-zélandais [de dépenalisation](#) du commerce du sexe.
  - A Amsterdam où la prostitution est légale et encadrée, le conseil municipal, dirigé par la maire verte Femke Halsema, a suggéré de [déplacer le Red Light District](#) vers un centre érotique situé à la périphérie de la ville.
    - Ce débat reflète le débat européen plus large sur la réglementation du travail sexuel.
  - Le modèle nordique gagne du terrain, [par exemple en Espagne](#), mais fait l'objet de critiques pour avoir potentiellement mis en danger les travailleurs du sexe en criminalisant les clients.
- L'article met également en lumière la position des différents partis verts en Europe, et leurs difficultés à marier leurs principes libéraux et féministes - comme la situation à Amsterdam le souligne.

# EUROPE GÉOPOLITIQUE



Russie, Energies fossiles,

## *FROM RUSSIA WITH OIL*

Que devient une économie fondée sur les hydrocarbures quand sa principale ressource est menacée ?

- La réaction aux impératifs climatiques se traduit par exemple par un fort climatisme scepticisme, souligne le chercheur [Martin Vrba pour le Green European Journal](#).
- Économiquement, c'est aussi un problème de développement. Ainsi, le groupe de recherche [Eastern Circles](#) a publié une étude sur le sujet.
  - L'économie russe dépend fortement de l'extraction de pétrole et de gaz, ce qui en fait une « économie de rente » avec un temps limité et des ressources non renouvelables.
    - Le défi consiste à transformer assez rapidement ces revenus financiers en actifs productifs.
  - Or, la focalisation de la Russie sur les profits spéculatifs et la négligence des activités productives, couplées à la corruption et à un outil de production obsolète, entravent son développement économique.
    - Le PIB du pays est étroitement lié aux prix du pétrole.
    - Les prix élevés entraînant une augmentation des recettes pétrolières à court terme.
  - L'industrie pétrolière russe est confrontée à des défis tels que la baisse de la production, un manque de maintenance et d'investissement, et une pénurie de compétences offshore.
    - L'Histoire a montré que les pays soumis à des embargos techniques connaissent une baisse rapide de leur production pétrolière.
    - Il est essentiel de drainer les compétences et les formations extraterritoriales de la Russie pour avoir un impact significatif à long terme sur sa production.
  - Les embargos sur le pétrole brut et les produits raffinés russes peuvent être facilement contournés en raison de leur facilité de transport. C'est pourquoi l'efficacité des sanctions est remise en question.
    - Ceci explique pourquoi les prix du pétrole sont restés relativement stables et le marché des produits raffinés s'est redressé.
- Cependant, la sortie de la Russie des grands acteurs pétroliers et la perte de compétences techniques dans l'industrie risquent d'entraîner une baisse structurelle de la production à moyen terme.
  - Cet embargo sur les compétences représente un défi important mais il risque également d'affecter la totalité du marché mondial du pétrole.

Russie, Biélorussie,

## *WAZAA*

Le biais de confirmation est assez général à l'Ouest : dans l'espoir d'un effondrement du pouvoir de V. Poutine, la [mutinerie ratée](#) du groupe Wagner, en Russie, est lue sous l'angle des fractures potentielles au Kremlin.

- Il s'agirait du plus grand défi auquel V. Poutine a été confronté depuis son arrivée au pouvoir en 1999, [selon le chef des affaires étrangères de l'UE, Josep Borrell](#).
  - L'incident a effectivement révélé certaines vulnérabilités du régime russe et de son système politique.
- Dans [son éditorial du 30 juin](#) Pierre Haski détaille le contrecoup interne dans l'armée russe.
  - L'instabilité en Russie est une source d'inquiétude pour les dirigeants européens qui en reconnaissent les implications pour la sécurité régionale.
  - Avec l'apparent retour à la normale, des inquiétudes émergent quant à la localisation des 25 000 hommes du groupe Wagner.
    - Surtout si leur présence en Biélorussie préfigure un nouveau danger à la frontière ukrainienne.
- Dans ce contexte, les ministres des affaires étrangères de l'UE doivent confirmer leur accord sur [une nouvelle allocation de 3,5 milliards d'euros](#) à la Facilité européenne de soutien à la paix (EPF), utilisée pour financer les livraisons d'armes à l'Ukraine et les missions militaires à l'étranger.
  - La situation en Russie met en évidence l'importance de soutenir l'Ukraine dans la reconquête de ses territoires.
  - En Ukraine, les analystes estiment que la crise en Russie pourrait affaiblir les forces russes.
    - Et profiter aux forces ukrainiennes, engagées dans une contre-offensive difficile.

Royaume-Uni, Ecosse,

## *WHAT WILL BREXIT MEAN*

L'une des conséquences paradoxales du Brexit avait été de [réveiller la flamme](#) de l'indépendantisme écossais, éteinte par [l'échec du référendum en 2014](#). Massivement opposée au Brexit, l'Ecosse indépendante [chercherait à rejoindre l'UE](#).

- Humza Yousaf, le successeur de Nicola Sturgeon, à la tête du gouvernement et du Parti national écossais (SNP), [est arrivé à Bruxelles le 26 juin pour plaider en faveur d'un rapprochement entre l'Écosse et l'Union européenne \(UE\)](#).
  - Bien que confronté à des critiques et à un scandale financier dans son pays, M. Yousaf insiste sur son soutien à l'indépendance de l'Écosse et à son adhésion à l'UE.
  - Il souligne la pertinence de cet objectif à la lumière du Brexit et du fait que 62 % des Écossais ont voté pour rester dans l'UE en 2016.
- H. Yousaf souhaite négocier un transfert de pouvoir de Londres à l'Écosse si son parti obtient une majorité de sièges lors des prochaines élections générales.
  - Toutefois, le soutien politique des autres États membres de l'UE, en particulier de l'Espagne, reste incertain.
    - Ceci s'explique par les inquiétudes [concernant les implications pour le mouvement d'indépendance de la Catalogne](#).
- Lors de sa visite à Bruxelles, M. Yousaf appelle également à la poursuite de la coopération entre l'Écosse et l'UE, en particulier dans le secteur de l'énergie.
  - L'Écosse dispose d'un [important potentiel d'exportation d'énergies renouvelables et propres](#).
  - Malgré les difficultés rencontrées par le SNP, M. Yousaf reste persuadé que l'Écosse sera en position de force lors des négociations d'adhésion à l'UE.
    - En effet, la législation européenne, depuis plus de quarante ans, est déjà intégrée à son ordre juridique en vigueur.

## Agroécologie, *SEMAPHORE*

Vote lourd de conséquences : la proposition de règlement, considérée par le Parti populaire européen (PPE) comme un symbole des excès perçus du Green Deal, [a été rejeté par la commission de l'environnement le 27 juin 2023](#).

- Le vote a été divisé de manière égale, avec 44 voix pour et 44 voix contre, n'atteignant pas la majorité absolue requise pour l'approbation.
  - En rupture avec ses positions initiales à la sortie du texte, le PPE s'est aligné sur les partis de la droite dure et de l'extrême droite, soutenu par quatre membres libéraux.
  - Des accusations de manipulation des résultats ont été échangées entre [Pascal Canfin](#) (Renew), le président de la commission, et [Manfred Weber](#), le président du groupe PPE.
- Outre les avis négatifs des commissions de l'environnement, de [l'agriculture](#) et de la [pêche](#), le règlement sur la restauration de la nature, proposé par la Commission en juin 2022, fera l'objet d'un examen plus approfondi lors de la session plénière prévue pour la semaine du 10 juillet.
  - Les partisans du règlement gardent l'espoir de son adoption, en misant sur le soutien des députés du PPE en rupture avec la ligne dure de leur président.
  - Un vote de rejet serait un revers important pour le Green Deal, en particulier à l'approche des prochaines élections européennes, dans moins d'un an.
- La loi sur la restauration de la nature, une composante du Green Deal de l'UE, établit des objectifs obligatoires pour la réhabilitation des habitats et des espèces dans diverses catégories telles que les terres agricoles, les pollinisateurs, les rivières et les écosystèmes marins.
  - L'objectif initial était de restaurer 20 % des zones terrestres et marines de l'UE d'ici à 2030.
    - Il a ensuite été porté à 30 %, conformément à l'accord sur la biodiversité conclu dans le cadre de la Cop15.
  - Le texte s'est heurté à l'opposition des agriculteurs, des pêcheurs et des forestiers qui le considèrent comme mal conçu, irréaliste et potentiellement dévastateur.
    - M. Weber a capitalisé sur cette opposition pour mener la campagne de son groupe PPE.
- Le succès ou l'échec de règlement en session plénière pourrait déterminer l'attrait de la stratégie de M. Weber parmi les démocrates-chrétiens à la recherche d'un espace politique conservateur distinct de l'extrême droite.
  - Opportunisme électoral ou radicalisation antiécologique, cette opposition du PPE soulève des questions fondamentales sur le rôle des démocrates-chrétiens dans les politiques européennes à venir, [selon certains observateurs](#).
    - Le texte ait été approuvée par les États membres, y compris par de nombreux gouvernements de centre-droit.
    - Mais l'émergence des agriculteurs en tant que force politique, en [particulier aux Pays-Bas](#), a incité M. Weber à adopter une approche plus populiste en vue des élections de l'année prochaine.
  - Les divisions internes au sein des chrétiens-démocrates sont également évidentes, les partis conservateurs en Europe n'ayant pas encore déterminé leur position sur la politique verte.
    - En Allemagne, le leader CDU de l'opposition Friedrich Merz s'est positionné contre les Verts, attribuant la montée de l'AFD d'extrême droite au mécontentement des électeurs face aux coûts de la transition verte.
    - D'ailleurs, [la première victoire électorale de l'AfD](#) dans un scrutin majoritaire a valeur d'alerte pour les conservateurs.

## Décarbonisation, Etats-Unis, Chine, Industrie, *HIS TWO CENTS*

Dans une analyse au long cours pour le [Grand Continent](#), l'économiste Adam Tooze examine les récits de la politique industrielle et de la décarbonisation en Europe et aux États-Unis.

- Il présente un récit en trois phases :
  - l'attrait pour la technologie en tant que solution au problème climatique ;
  - la tension entre la politique climatique et le néolibéralisme ;
  - et la résolution par un nouveau consensus sur la politique industrielle verte.
- A. Tooze souligne le rôle de la Chine dans l'élaboration de ce récit et les craintes qu'il suscite en Europe.
- Il souligne également les limites et la nature politique de la récente législation américaine sur les investissements verts.
  - Le discours sur la politique industrielle et la décarbonisation s'applique à la fois à l'Europe et aux États-Unis.
  - Il souligne que la tarification du carbone et les règles strictes sur les subventions publiques de l'Union européenne reflètent ses origines dans un contexte néolibéral.
  - Il remet en question l'efficacité de la tarification du carbone en tant que mécanisme et souligne la divergence entre les gestes symboliques et l'impact tangible.
- Il mentionne également l'importance des investissements dans le secteur de la défense pour façonner le paysage industriel européen, illustré par le succès d'Airbus.
- Il note toutefois que le secteur de l'énergie en Europe n'a pas fait l'objet de politiques unifiées et efficaces.
  - Selon Tooze, dans un scénario où la demande mondiale de combustibles fossiles diminue, les producteurs restants, tels que l'Arabie saoudite, exercent une plus grande influence sur les prix.
  - Il en résulte des dommages collatéraux sous la forme d'un groupe de producteurs de combustibles fossiles à coût élevé.
- Il mentionne qu'un groupe de chercheurs a simulé les gains et les pertes macroéconomiques par pays, révélant que l'Europe et la Chine bénéficieraient grandement de ce changement, tandis que les États-Unis subiraient des pertes de 2 à 4 000 milliards de dollars sur plusieurs décennies.
  - Une autre étude met en évidence les pertes associées aux actifs échoués ou irrécupérables, ce qui a gravement affecté le capital fossile anglo-américain.
    - Ce processus peut être comparé au choc subi par l'agriculture européenne dans les années 1870 et 1880, qui a divisé les marchés agricoles mondiaux en lots autonomes qui existent encore aujourd'hui.
- Le texte aborde également le concept de guerre étendue, soulignant la nécessité de comprendre le conflit entre la Russie et l'Ukraine dans un contexte plus large.
  - Les États-Unis, en tant que premier exportateur mondial de combustibles fossiles, sont un partenaire à long terme peu probable pour l'Europe face aux efforts de décarbonisation.
  - Les États-Unis sont à la recherche d'alliances pour contrer la Chine, et les dirigeants européens doivent évaluer soigneusement la fiabilité et le coût d'un partenariat avec les États-Unis.
- Du point de vue du climat, la question semble différente car les investissements dans les énergies renouvelables dépassent ceux consacrés aux combustibles fossiles.
  - Cependant, la Chine domine ces marchés et a dépassé le G7 en termes d'émissions.
  - Le texte conclut que l'Europe et les États-Unis ne contrôlent plus leur propre destin, l'Asie prenant la tête de la construction de l'avenir.